



Doc. 12153

02 février 2010

L'approche commune du Conseil de l'Europe face à la situation des droits de l'homme en Birmanie/Myanmar

Proposition de résolution

déposée par M. Silver MEIKAR et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

L'Assemblée parlementaire joue un rôle de premier plan au sein du Conseil de l'Europe pour la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit partout où ils sont bafoués. Aujourd'hui, le Conseil de l'Europe doit confirmer son attachement à ces valeurs en relation avec le Myanmar.

De multiples rapports des Nations Unies, d'Amnesty International, de Human Rights Watch et d'autres organisations ont dressé un inventaire effroyable des exactions commises au Myanmar : meurtres, actes de torture, viols, mises en détention sans procès, déplacements massifs forcés, travail forcé, etc.

Malgré les manifestations antigouvernementales de 2007, le régime est resté rigide. Il a organisé en 2008 un référendum sur une constitution dont l'entrée en vigueur est prévue après les élections de cette année et qui donne au pouvoir militaire un droit de veto effectif sur le parlement, réserve 25 % des sièges pour l'armée, n'accorde pas la liberté d'expression aux parlementaires et n'aborde pas les problèmes des minorités ethniques du pays.

Le gouvernement du Myanmar n'a pas accepté, comme le demandaient les Nations Unies, que les élections se déroulent de manière libre et équitable suivant les normes internationales et que plus de 2 100 prisonniers politiques soient libérés et autorisés à participer aux élections. Il a même refusé tout dialogue à ce sujet.

Hélas, il semble que certains Etats membres du Conseil de l'Europe soutiennent les autorités du Myanmar, par exemple en leur fournissant des armes. Par conséquent, il est indispensable que l'Assemblée examine la situation de manière approfondie et, sur la base des conclusions de cet examen, adopte une politique commune.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

MEIKAR Silver, Estonie, ADLE
ACKETOFT Tina, Suède
ANDERSEN Karin, Norvège, GUE
CHIDGEY David, Royaume-Uni
CHRISTOFFERSEN Lise, Norvège, SOC
ELZINGA Tuur, Pays-Bas, GUE
FRAHM Pernille, Danemark, GUE
GEORGIU Aristophanes, Chypre, GUE
GIARETTA Paolo, Italie, ADLE
HANCOCK Mike, Royaume-Uni, ADLE
HERKEL Andres, Estonie, PPE/DC
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
KAIKKONEN Antti, Finlande, ADLE
KONEČNÁ Kateřina, République tchèque
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
LECOQ Jean-Paul, France, GUE
LEIBRECHT Harald, Allemagne, ADLE
LEMPENS Paul, Pays-Bas
LOTMAN Aleksei, Estonie, GUE
LUNDGREN Kerstin, Suède
MacSHANE Denis, Royaume-Uni
MÓSESDÓTTIR Lilja, Islande, GUE
OATEN Mark, Royaume-Uni
PAPADIMOULIS Dimitrios, Grèce, GUE
POULSEN Jørgen, Danemark, ADLE
ROSSELL TARRADELLAS Amadeu, Andorre, ADLE
ROWEN Paul, Royaume-Uni, ADLE
SAAR Indrek, Estonie, SOC
SCHUSTER Marina, Allemagne, ADLE
SZABÓ Zoltán, Hongrie
TORRES PUIG Joan, Andorre, ADLE
WEEKERS Frans, Pays-Bas
WERNER Katrin, Allemagne, GUE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste